

Questions orales

En tant que députés du Nouveau parti démocratique, nous tenons à nous joindre aux autres députés de la Chambre pour rendre hommage en général à tous ceux qui ont ainsi servi le Canada, et en particulier à ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie. N'allons surtout pas oublier ceux qui ont survécu à ces conflits et qui ne cessent d'éprouver des difficultés depuis leur retour au Canada. Nous songeons notamment aujourd'hui à feu le ministre des Affaires des anciens combattants qui s'est battu jusqu'à la fin de sa vie pour ses anciens frères d'armes. Nous songeons également aux familles des survivants.

Sachons rendre hommage à tous ceux-là en nous engageant encore une fois à améliorer la situation des anciens combattants et de leurs familles. Prenons la ferme résolution de travailler à instaurer le système économique dont rêvaient nos combattants, où ceux qui fabriquent les outils de guerre ne fabriqueraient plus que des outils de paix, et où personne ne songerait plus à prendre les armes.

Des voix: Bravo!

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE M. GORDIE HOWE

Mme le Président: Je sais que la Chambre a déjà remarqué la présence à la tribune du célèbre Gordie Howe, un athlète extraordinaire et un gentilhomme.

Des voix: Bravo!

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE BUDGET

L'ABANDON DE CERTAINES MESURES

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, le ministre des Finances étant absent, j'aimerais poser tout d'abord une question au premier ministre à propos du budget. Étant donné que le dernier budget est sans doute celui qui a été le plus mal accueilli sinon de toute l'histoire, du moins de toute notre histoire...

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: ... depuis l'époque de Walter Gordon, compte tenu des taux d'intérêt qui ne cessent d'augmenter, du dollar dont la valeur a baissé de 1.5c. depuis la présentation du budget, de nos réserves qui sont drainées vers l'étranger, de l'indice qui a fléchi de plus de 4 p. 100 en général et de plus de 17 p. 100 dans le cas des industries gazière et pétrolière à la bourse des valeurs de Toronto, le premier ministre pourrait-il nous répondre—au lieu de s'en remettre avec indifférence à l'un de ses collègues—et nous dire s'il songe sérieusement à reconsidérer le budget pour voir s'il n'y aurait pas lieu d'abandonner certaines mesures comme ce fut le cas à la suite de la présentation du budget Walter Gordon?

M. Lalonde: Joe Clark ne s'est même pas présenté pour voter hier soir.

[Français]

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, je comprends mal pourquoi le député

tient tellement à répéter ses cauchemars, cauchemars qui sont nés lors de l'expérience qu'il a eue l'an dernier et qui s'est terminée par une défaite à la Chambre et une défaite aux élections.

J'aimerais indiquer aux députés que la grande majorité de la population a compris le soir du budget qu'elle venait de recevoir quelque chose de plus, par le maintien de l'indexation, la somme de 1 milliard 600 millions de dollars de pouvoir d'achat.

Les Canadiens ont également compris le soir du budget que ce gouvernement a continué à maintenir l'indexation des mesures sociales, telles que les allocations familiales, les pensions de sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti que nous avions augmenté de \$35.

Les Canadiens ont compris que l'augmentation de 22 p. 100 de l'enveloppe budgétaire du développement économique indiquait que la priorité du gouvernement pour les prochaines années c'était un nouveau départ pour l'économie canadienne et plus de création d'emplois.

Et enfin, ils ont accepté le grand défi que ce budget offre, rendre ce pays indépendant sur le plan énergétique et s'appropriier l'entreprise qui exploite et explore le pétrole et le gaz au Canada.

[Traduction]

M. Stevens: Madame le Président, je voudrais poser une autre question au premier ministre, en espérant qu'il y réponde cette fois, car de toute évidence le ministre suppléant des Finances ne fait que rêver. Voici donc ma question au ministre. Si le gouvernement n'a pas l'intention de réparer certains des torts que contient le budget, peut-il nous dire pourquoi, étant donné qu'il a déjà dit avoir réussi à juguler l'inflation? Il a même déclaré à une autre occasion que le gouvernement avait entrepris un programme visant à ramener le taux d'inflation de 10 p. 100 à 8 p. 100, puis à 6 p. 100 puis enfin à 4 p. 100. Je signale en passant, madame le Président, qu'il y a déjà deux ans que nous étions censés atteindre ce taux de 4 p. 100. Si le gouvernement a agi avec tant de circonspection, le premier ministre peut-il nous dire ce qui s'est produit, ou aurait-il abandonné tout espoir de ramener le taux d'inflation à un niveau acceptable ce qui, d'après ce qu'il a déclaré aux Canadiens, était bel et bien son intention?

● (1125)

[Français]

M. Bussièrès: Madame le Président, l'intention du gouvernement de combattre l'inflation a été manifestée de façon très claire, non seulement pendant la campagne électorale et à l'occasion du discours du trône, mais elle fut réaffirmée dans le budget, et toutes les mesures prises par le gouvernement ont été orientées vers cet objectif. Cependant, le gouvernement a toujours indiqué que la réduction du taux d'inflation ne peut se faire par l'action isolée du gouvernement, mais doit se faire par l'action concertée de tous les agents de l'économie. Elle doit se faire également par la conviction des députés à la Chambre que tous les agents de l'économie doivent combattre ensemble l'inflation. Par conséquent, établir un climat de panique, comme veut le faire le député par ses propos sans fondement, ne contribue pas à établir cette concertation entre les agents de l'économie qui nous conduiront à une vraie victoire sur l'inflation.